

# La Turquie, puissance d'équilibre au carrefour d'influences

**Tandis que la position des principales puissances de l'Union européenne sur la nature du soutien (politique, économique, militaire) à l'Ukraine dans la guerre fait l'objet de railleries tenant à leur inefficacité ou leur indécision supposées, la Turquie présente, par son positionnement géostratégique original, des atouts qui lui permettent de traiter avec l'ensemble des puissances impliquées. Que cela soit perçu comme une bonne chose ou pas, il importe de s'interroger sur la construction de cette puissance afin de dégager des axes d'amélioration pour l'avenir.**

Par Thibault HERRMANN

## AXE PHARE "SOVERAINETE & PUISSANCE"

Si la Turquie est actuellement remarquée pour son opposition à l'entrée de la Suède dans l'OTAN tant que celle-ci n'extrade pas des militants politiques kurdes considérés comme terroristes par Ankara, la capacité de cette puissance à avoir conquis une influence majeure sur les orientations stratégiques de l'OTAN et les positionnements de celle-ci dans les conflits militaires doit mener à une interrogation : quelles sont les voies de la puissance que la Turquie a su utiliser pour parvenir à cette situation ?

Il convient de relever au préalable que le territoire actuel de la Turquie, défini par le Traité de Lausanne de 1924, place celle-ci en vis-à-vis de la Russie sur la mer Noire et offre une position équidistante entre l'Europe occidentale et le monde arabe et oriental, y compris perse.

### Au carrefour des alliances

Tout d'abord, la situation de la Turquie au sein du jeu des alliances permet à cette dernière de jouer un rôle de pivot dans les négociations diplomatiques, au carrefour des mondes occidental, asiatique et musulman.

Entrée dans l'OTAN en 1953 en même temps que la Grèce, le rapprochement de cet Etat resté neutre pendant la Seconde guerre mondiale résulte de la pression soviétique exercée sur le gouvernement turc pour disposer librement du passage de navires militaires via les détroits du Bosphore et des Dardanelles. La convention de Montreux concernant le régime des détroits de 1936 laissait à la Turquie une marge d'interprétation et celle-ci a refusé de céder. Dans le cadre de la mise en place des deux blocs, acteurs du monde bipolaire de la Guerre froide, Ankara choisit de se rapprocher de l'OTAN.

Compte tenu des contentieux historiques que la Turquie entretient avec la Grèce et le monde orthodoxe, et étant donné que l'OTAN est une alliance politique et militaire largement fondée sur le fait nucléaire, il a été décidé que ces deux Etats y seraient admis simultanément, ce qui n'apporte toutefois pas de solution définitive aux tensions relatives notamment aux îles grecques de la mer Egée, susceptibles d'être ravivées.

Dans le contexte de la montée en puissance économique de la Chine, la Turquie a souhaité se rapprocher de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), ayant le statut de partenaire de discussion depuis 2012. Cette organisation intergouvernementale permet une certaine coordination en matière de grands choix économiques et stratégiques en contrepoint explicite des puissances occidentales. Elle est issue de l'élargissement d'une entente sino-russe de 2001, élargie à des Républiques d'Asie centrale, à l'Inde, au Pakistan et à l'Iran, alors que ce pays est considéré par l'OTAN jusqu'aujourd'hui comme une « menace aux portes de l'Europe » (Jens STOLTENBERG, janvier 2023). En octobre 2022, au cours de la guerre en Ukraine, et alors que la Turquie a su s'affirmer en lieu de négociations éventuelles entre les deux belligérants, le Président ERDOGAN affirme que son pays sera susceptible de candidater pour devenir membre de l'OCS.

En outre, n'oubliant pas la continuité historique de l'Empire ottoman ayant gardé les lieux saints de l'Islam et dans le cadre d'une ligne politique islamo-nationaliste, le Président ERDOGAN se pose en défenseur des musulmans contre bien souvent l'Occident. Cela se manifeste surtout lors des campagnes présidentielles, où des ministres n'hésitent pas à organiser des meetings en Europe auprès de la diaspora.

Cela se conjugue avec une politique régionale prenant le parti de mouvements ou d'Etats fondés sur l'Islam contre d'autres qui seraient soutenus par des puissances « impures ».

### De quoi se compose la zone d'influence de la Turquie ?

On peut relever que le soutien de la Turquie à l'opposition syrienne tourne en fait au soutien de groupes armés adoptant une vision radicale et religieuse de leur combat, dans le nord de la Syrie depuis 2012. Cette doctrine se marie avec la dénonciation du soutien de Vladimir POUTINE au Président syrien Bachar AL-ASSAD, permettant ainsi de bénéficier du soutien implicite des Etats-Unis.

Toutefois, la coopération des Etats-Unis avec les autorités de fait kurdes au nord de l'Euphrate impose à la Turquie de maintenir des relations d'échange avec la Russie, aussi présente dans cette partie du pays, pour pouvoir négocier le retrait des forces américaines des zones que l'armée turque se destine à envahir afin, selon les dirigeants d'Ankara, de disposer d'un espace en territoire syrien où les réfugiés arabes seraient susceptibles d'être réinstallés.

En Europe, la sphère d'influence turque se manifeste par le soutien inconditionnel au nationalisme chypriote turc alors que, selon l'opinion publique dans la République autoproclamée turque de Chypre du Nord, un rapprochement des deux entités de l'île, grecque et turque, était envisageable jusqu'en 2022.

De plus, les populations musulmanes de l'ex-Empire ottoman, albanaises, kosovares et bosniaques se sont immédiatement référées à la Turquie et à l'Arabie saoudite lors de l'éclatement de la Yougoslavie et des guerres ethniques afférentes. L'inaction des casques bleus néerlandais dans le génocide de Srebrenica constitue un point d'achoppement toujours susceptible d'être mentionné par la Turquie dans ses relations avec l'Union européenne.

Les ex-Républiques soviétiques d'Asie centrale, de culture turcique et de langue altaïque, constituent également un foyer d'influence pour le *soft power* turc. La Turquie peut ainsi facilement se positionner dans la zone alors disputée entre la Russie, qui y voit son ancien pré carré soviétique, la Chine qui y développe rapidement ses nouvelles routes de la soie, et les Etats-Unis qui y possèdent quelques bases militaires visant à prépositionner des forces pour l'Afghanistan. La candidature de la Turquie à l'entrée dans l'OCS prend alors tout son sens.

### **Capacités d'influence**

La diversification et la variété des alliances politiques, économiques, militaires et culturelles de la Turquie font de celle-ci une puissance susceptible d'être qualifiée d'*équilibre*.

Considérée comme un partenaire de discussion fiable tant par l'Ukraine que par la Russie pour négocier l'acheminement des céréales ukrainiennes hors du pays ou pour mener des discussions exploratoires tendant à l'éventuel arrêt des combats, elle s'est affirmée comme un acteur incontournable de la scène internationale sans remettre en cause sa présence dans l'OTAN.

*A l'aune de cet exemple, on peut en déduire que tracer un chemin national entre les grands blocs du monde multipolaire requiert une vision à long terme et un enracinement culturel qui ne remet pas en cause la capacité à nouer des alliances « contre nature » dès lors que l'intérêt de l'indépendance diplomatique le commande.*

*La « force de frappe » diplomatique se mesurera dorénavant par la capacité d'influence sur les multiples niveaux des rivalités stratégiques en adoptant une approche panoptique et non compartimentée par secteurs, politique, économique, militaire ou culturel. ■*

## **Nos recommandations**

*pour repenser les voies de la puissance*

### **Stimuler la recherche en relations internationales**

Remodeler l'écosystème français du conseil en géostratégie et des think-tanks pour créer une offre diversifiée de visions intégrées des relations internationales et de la diplomatie

### **Intégrer les alliances stratégiques dans les revues nationale de défense**

Rendre ainsi compte, devant le public et le Parlement, des enjeux tels que perçus par les décideurs politiques de chaque partenariat dépassant un seul domaine (économique, politique, militaire, culturel...) pour développer une vision intégrée des relations bilatérales